

L'Afrique a aussi un programme offensif dans le domaine de l'agriculture et des améliorations à l'accès aux marchés non agricoles, y compris par le traitement des règles d'origine. Mais le programme doit être préparé soigneusement et le processus est important.

Cela complique le processus des négociations. Depuis Seattle, on s'est orienté vers un processus qui fait appel aux réunions en petits groupes (les réunions « des amis du secteur »), où l'information est ensuite déployée en direction de tous les membres. S'ils ne participent pas tous directement, les membres sont au moins représentés en principe. Un tel processus, qui consiste à passer de petits groupes à de grands groupes, pour élaborer les propositions et les promouvoir ensuite, afin de trouver les moyens de faire progresser les négociations, a été activement exploité par le groupe de négociation sur l'agriculture; par exemple, on s'est servi de cette approche pour trouver comment convertir certains droits dans l'agriculture en droits ad valorem, en présentant d'abord la proposition devant une mini-réunion pour la faire revenir ensuite à Genève. Mais les observateurs n'ont pas vu cette méthode systématisée dans d'autres groupes de négociation. En outre, si elle facilite des progrès rapides, cette approche a ses propres problèmes de transparence. On a noté que les mini-réunions étaient de fait des « chambres vertes » et échappaient aux contraintes de transparence auxquelles sont soumises les réunions officielles de l'OMC.

En second lieu, il y a la question du processus politique de regroupement à l'appui de la formulation d'une proposition viable. Les membres ont besoin de comprendre qui gagne et qui perd à partir d'une proposition donnée. Sans cette compréhension, il est impossible de déterminer si une proposition suffit à acheter tout le monde. L'Union africaine possède un secrétariat et une capacité de recherche, et elle peut examiner les options et les concessions et bâtir ses positions. Mais le système ne fonctionne pas encore très soupagement; la question du processus destiné à coordonner les divers sous-groupes régionaux demeure une difficulté pour l'Afrique.